

Approvisionnements d'énergie—Loi

mercredi de la semaine dernière avec beaucoup de battage. Depuis, nous sommes convaincus de quelque chose que nous soupçonnons depuis très longtemps. Nous sommes maintenant convaincus que le gouvernement n'en sait pas plus aujourd'hui sur la situation énergétique au Canada qu'il n'en savait le mois dernier ou même l'année passée. En fait, d'après les déclarations contradictoires du gouvernement à ce sujet, il n'en saura pas plus le mois prochain ou dans un an.

J'ai été intrigué par la déclaration du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) quand il a parlé de ce projet de loi mercredi passé. Au début de son discours, il a dit que déjà en décembre dernier le gouvernement avait reçu de l'Office national de l'énergie une évaluation de notre situation en matière de pétrole brut. Puis, il a déclaré que le gouvernement avait pris des mesures décisives pour protéger l'approvisionnement canadien d'essence, de distillats intermédiaires, d'huiles lourdes et de gaz propane. C'était une affirmation intéressante étant donné la situation actuelle de l'approvisionnement de ces produits. Comme nous le savons tous trop bien, il y a une pénurie de tous les produits au sujet desquels le ministre a déclaré que le gouvernement avait pris des mesures. On peut pardonner aux Canadiens qui souffrent aujourd'hui de la situation, surtout de la pénurie de mazout, de se demander si le gouvernement a délibérément permis à la crise d'énergie actuelle d'avoir lieu.

Si nous acceptons les propres déclarations du gouvernement sur la situation, nous devons conclure qu'il a été pris au dépourvu par la crise mondiale même s'il y a eu des avertissements il y a plusieurs mois, si ce n'est avant. Le ministre de l'Énergie lui-même a admis que le gouvernement avait reçu une évaluation des approvisionnements et des réserves de pétrole brut au Canada il y a un an. Je ne peux que supposer que cette évaluation de l'Office national de l'énergie comprenait en outre des recommandations quant à ce qui peut ou devrait être fait pour assurer aux consommateurs canadiens un accès à leur propre pétrole. Je considérerais ce genre de recommandation comme faisant partie des responsabilités de l'Office national de l'énergie et si ce n'est pas le cas, ce devrait l'être. Il est évident que des renseignements de ce genre ne sont venus de personne d'autre au sein du gouvernement.

Monsieur l'Orateur, j'ai fait parvenir un communiqué en février dernier demandant au gouvernement de reconnaître qu'une crise d'énergie se préparait et de prendre des mesures pour éviter une grave pénurie de mazout et d'essence au Canada. Ce communiqué a été publié dans les journaux de ma circonscription. J'ai fait remarquer qu'il y a depuis longtemps des problèmes relatifs au transport des produits pétroliers dans tout le Canada, et que cette situation pourrait entraîner des pénuries de mazout dans l'Est si les approvisionnements de l'étranger s'arrêtaient. Pour finir, j'ai demandé au gouvernement de faire en sorte que le pétrole canadien soit accessible à tous les Canadiens.

● (1600)

Je fais encore aujourd'hui les mêmes recommandations; c'est dire à quel point nous avons eu un piètre gouvernement ces huit ou dix dernières années. J'ai dit à l'époque, et je le répète aujourd'hui, qu'il nous faut dès maintenant une politique nationale de l'énergie, non des politiques de dépannage improvisées, qui ne font que régler une crise pour nous faire sombrer dans une autre. Depuis plusieurs années, nous sommes gouvernés d'une manière telle qu'on est porté à se satisfaire de politiques qui nous permettent de traverser les crises successives. A tout coup, monsieur

l'Orateur, on nous demande de débattre des solutions de crise et des mesures d'urgence, et dans tous les cas, nous avons donné tous les avertissements voulus demandant l'application de politiques pour désamorcer les crises et les situations d'urgence. Jusqu'à quand devra-t-on continuer ainsi?

Le ministre de l'Énergie était dans sa forme habituelle lorsqu'il a déposé, la semaine dernière, la plus récente loi de l'énergie. D'après ses propos, il semblait que lui et ses collègues savaient bien ce qu'ils faisaient, mais nous à la Chambre n'avons pas été leurrés. Le bill reprend les mêmes mesures de cataplasme, d'inaction, de court terme, que le gouvernement nous sert constamment depuis qu'il s'est vendu au NPD dans une tentative désespérée de conserver le pouvoir. Non pas le pouvoir pour gouverner, monsieur l'Orateur, mais le pouvoir pour le pouvoir. J'écoute chaque jour le ministre de l'Énergie et je ne puis m'empêcher de me demander si la tâche n'est pas trop lourde pour lui. C'est possible qu'il s'agisse d'une situation où on confie à une personne un travail qui dépasse ses compétences, et tel semble être le cas. Nous voyons le ministre à l'œuvre, il fait marche arrière, hésite, se contredit ainsi que ses collègues, et on peut alors nous permettre de penser qu'il n'est pas dans son élément.

Peut-être a-t-on donné au ministre un portefeuille englobant de trop nombreux domaines. Peut-être l'énergie, les mines et les ressources devraient-elles être réparties en trois portefeuilles mais même cela ne nous garantirait pas que ces ministères obtiendraient de meilleurs résultats. Il est évident que le ministre s'est consacré à plein temps à l'énergie et que les mines et ressources ont été un peu abandonnées. Cela pose une autre menace qui pourrait contribuer à la prochaine crise. Comme nous le savons, les urgences et les crises ont tendance à se chevaucher ces derniers temps et il faudrait que nous prenions actuellement les mesures nécessaires pour éviter une crise grave dans les autres domaines du portefeuille du ministre de l'Énergie. Il est évident que le ministre devrait faire ses valises. De ce côté-ci, nous le connaissons et il pourra faire ce qu'il voudra mais il ne parviendra plus à nous faire marcher. La mesure à l'étude prouve à l'évidence que le mandat du ministre de l'Énergie a été un désastre complet.

Il est un autre aspect de la crise de l'énergie qui m'inquiète autant que la prétendue pénurie de fuel et d'essence et c'est l'inflation qu'on semble avoir oubliée dans l'excitation provoquée par la pénurie d'énergie, mais cette inflation se poursuit et en fait continue de galoper. Une fois encore, ceux qui en souffrent le plus sont ceux le moins en mesure de faire face à une augmentation des prix provoquée par la pénurie de fuel. Lorsque le pouvoir d'achat du dollar se réduit et que le prix du fuel augmente, il n'est pas nécessaire d'être économiste pour savoir que cet hiver certains manqueront de mazout domestique pour se chauffer. Certains économiquement faibles s'en servent pour cuisiner comme pour se chauffer et il est facile de voir que pour eux la pénurie actuelle est très réelle.

Le gouvernement se sert de la crise de l'énergie pour dresser un parti contre l'autre à la Chambre, à seules fins politiques; c'est un jeu dur et inhumain. Il est vraiment étrange que le gouvernement semble ignorer les bons conseils de l'opposition officielle à un moment où la situation de l'énergie aurait pu être maîtrisée, pour ensuite jouer de petits jeux avec les néo-démocrates afin d'essayer de se soustraire à toute responsabilité dans ce gâchis. Le gouvernement joue, en fait, de petits jeux avec les Canadiens: il en joue avec la santé et le bien-être des Canadiens; rien